

DEBAT PUBLIC MINE DE LITHIUM DANS L'ALLIER

Analyse des commentaires publiés sur les réseaux sociaux

Juin 2024



Table des matières

INTRODUCTION	4
Périmètre de l'analyse	4
Une analyse qualitative.....	4
...Focalisée sur Facebook et LinkedIn	4
Méthodologie.....	4
Nature des commentaires : différences entre réseaux sociaux	5
I- DES INTERNAUTES TRES MOBILISE-ES : COMPORTEMENTS EN LIGNE ET NATURE DES CONTRIBUTIONS	6
Facebook	6
Quelques données chiffrées.....	6
Profil des participant-es	6
Nature des contributions	7
LinkedIn	9
Quelques données chiffrées.....	9
Profil des participant-es	9
Nature des contributions	10
II – LES DEBATS SUR L'OPPORTUNITE DU PROJET A UNE ECHELLE GLOBALE (NATIONALE ET INTERNATIONALE)	10
A – Le passage au tout électrique : entre opportunité et alternatives	10
Le projet de mine de lithium, une nécessité pour la transition énergétique	10
Mais pour quelle transition énergétique ? Des appels à un débat de société	11
Les véhicules électriques, réellement écologiques ?	12
Les alternatives à l'extraction du lithium	13
B – Enjeux stratégiques et géopolitiques	15
1. L'indépendance et la réindustrialisation de la France.....	15
2. La garantie de normes environnementales et sociales strictes	15
3. L'argument de la cohérence	16
Conclusion - « Escrologie » : l'affrontement de deux visions écologiques	18
III –LES INQUIETUDES (ET QUELQUES ESPOIRS) FACE AUX IMPACTS LOCAUX DU PROJET	19
A – Les impacts environnementaux de la production de lithium	19
1/ L'eau, un sujet central qui mobilise.....	19
2/ Un territoire déjà pollué : passé minier de l'Allier, arsenic et santé publique	21

3/ Les enjeux de la préservation de la forêt des Colettes	23
B – Impacts directs et retombées économiques sur le territoire et ses habitant·es.....	24
1/ Expropriations, nuisances et dévaluation : les riverain·es majoritairement mobilisé·es contre le projet.....	24
2/ Retombées pour le territoire : l'espoir d'une redynamisation.....	26
Conclusion – Un raisonnement rationnel, qui penche en défaveur du projet	28
IV/ UN CADRE DE CONFIANCE FRAGILE	28
A – Une forte défiance à l'égard du débat public	28
B – Un manque de confiance en Imerys, et l'industrie minière en général.....	30
Conclusion générale	33

Ce document de travail a été réalisé par l'équipe d'Eclectic Expérience, membre du groupement WDPE, prestataire de l'équipe du débat public dans le cadre d'un accord cadre CNDP. Ce document est une aide à l'analyse adressé à l'équipe du débat. Seul le compte-rendu publié par l'équipe du débat engage la parole de la CPDP.

Introduction

Le présent document vise à dresser une **analyse qualitative** des commentaires des internautes recueillis sur les réseaux sociaux du débat public sur le projet de mine de lithium dans l'Allier, organisé par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), du 11 mars au 31 juillet 2024.

Périmètre de l'analyse

La **période d'analyse** retenue débute au lancement des comptes réseaux sociaux du débat, le **15 février 2024**, et se poursuit jusqu'au **27 juin 2024** inclus. Elle répond à la demande de l'équipe du débat public d'obtenir le présent livrable le 8 juillet 2024. L'analyse exclut donc les 3 dernières semaines du débat public¹.

Les données analysées sont issues des commentaires publiés sous les publications organiques des pages du débat, hors campagnes sponsorisées.

Une analyse qualitative...

D'avantage que d'apporter une évaluation des dispositifs de communication développés sur les réseaux sociaux du débat, ce document ambitionne de recueillir, d'identifier et de restituer les **principaux arguments** déposés en commentaires de nos publications réseaux sociaux. Il implique une observation fine des contributions publiées, ainsi qu'une classification logique et fidèle aux données recueillies.

...Focalisée sur Facebook et LinkedIn

Malgré une présence sur X, Facebook et LinkedIn, nous avons fait le choix de nous concentrer exclusivement sur ces deux derniers. La décision de soustraire X de ce travail répond au choix stratégique affirmé de l'équipe du débat de ne pas s'investir sur ce réseau social. En outre, la récente suppression de la possibilité d'effectuer des campagnes sponsorisées d'acquisition d'abonné-es nous a cantonné à une communauté de moins de 300 abonné-es (266). Ces deux facteurs ont entraîné un très faible nombre de réactions sous nos publications organiques.

Méthodologie

La réalisation de l'étude suivante s'est déroulée en deux temps de travail distincts.

Animation quotidienne

Le premier a débuté dès le lancement des réseaux sociaux du débat le 15 février 2024, date à partir de laquelle nous avons réalisé, quotidiennement, une observation et une modération fines des commentaires et réactions à nos publications sur les réseaux sociaux. Parallèlement, le logiciel de programmation des publications Swello a automatiquement recueilli les principales statistiques issues de nos audiences durant ces 4 mois.

¹ A noter que celui-ci devait initialiser terminer le 7 juillet 2024. Néanmoins, dans le cadre du contexte politique national et de la période de réserve imposée durant la campagne des élections législatives, l'organisation d'événements dans le cadre du débat a été suspendue entre le 10 juin et le 8 juillet. C'est pourquoi le débat public a été exceptionnellement prolongé jusqu'au 31 juillet.

Ce travail d'animation quotidienne a été complété par la compilation de l'intégralité des commentaires publiés sur les deux réseaux sociaux pour les traiter de manière croisée et globale.

Analyse

Une fois ce travail de recueil effectué, nous avons pu rentrer dans la phase d'analyse, principalement qualitative, des données recueillies. Pour cela, nous avons suivi une méthodologie innovante, conjuguant analyse manuelle et recours à l'intelligence artificielle, à l'aide de Chat GPT 4 et Chat GPT 4o. L'IA nous a ici permis d'affiner l'exhaustivité des grandes tendances argumentatives identifiées et de dégager plus aisément certaines données tirant vers le quantitatif.

Dans un premier temps, nous avons regroupé manuellement les commentaires en grandes catégories d'arguments, afin de construire un plan logique et progressif. Nous avons ensuite affiné ces catégories, en cherchant des exemples de contributions par mots-clés. Cet « étiquetage » nous a permis de nous assurer d'une meilleure exhaustivité dans la prise en compte des différents arguments et positionnements exprimés.

Dans un second temps, l'intelligence artificielle nous a servi à affiner les grandes tendances argumentaires au préalable identifiées, de retrouver facilement des exemples de contributions, de même que d'identifier les principaux commentateur·ices et leur positionnement quant au projet.

Une analyse complémentaire prévue

A noter que ce document sera complété au mois de septembre 2024 par un bilan global effectué par notre partenaire *Antidox*, qui offrira une analyse quantitative des performances obtenues sur les différents réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn et X), en plus d'offrir un travail qualitatif sur l'ensemble des contributions reçues sous les publications sponsorisées du débat.

Nature des commentaires : différences entre réseaux sociaux

L'observation de la nature des commentaires reçus sur Facebook et LinkedIn a permis de dégager une observation intéressante : sur ce débat public en particulier, Facebook s'est imposé comme le réseau central des échanges (272 commentaires identifiés par Chat GPT). En comparaison, les réactions sur X se sont faites rares et celles sur LinkedIn, plus mesurées (90 commentaires, soit 3 fois moins). Sur Facebook, quasiment toutes les publications ont fait l'objet de commentaires et de réactions de la part des internautes.

Ce volume de réactions sur Facebook et LinkedIn atteste de l'observation faite sur le terrain (avec des salles combles sur plusieurs réunions publiques) : Ce débat peut être qualifié de mobilisateur, mais aussi conflictuel de ce débat, qui cristallise non seulement des enjeux locaux, , mais également des choix stratégiques au niveau national et européens.

I- Des internautes très mobilisé·es : comportements en ligne et nature des contributions

Facebook

Quelques données chiffrées

J'aime +2 240	Réactions 7 654	Com. & Partages 5 768	Clics 46 098
Impressions 5 385 882	Engagement 1,11%	Posts publiés 114	Posts programmés 79

CHIFFRES TOTAUX SUR LA PERIODE DU 15 FEVRIER AU 27 JUIN 2024

Facebook est le réseau sur lequel nous avons construit la communauté d'abonné·es la plus élevée, avec 3 400 *followers*² et 3 100 abonné·es.

Le nombre de commentaires et de partages comptabilisés par le logiciel *Swello* frôlent les 6 000. A relever que la moitié des commentaires ont été publiés durant le premier mois du débat, en mars 2024.

Profil des participant·es

Comme c'est traditionnellement le cas sur les débats publics, les collectifs citoyens et de riverain·es ont été particulièrement présent·es sur Facebook. En effet, du fait de ses fonctionnalités de création de groupes et de pages, ainsi que de l'âge moyen de ses utilisateur·ices en France (plus de la moitié ont plus de 35 ans³), Facebook est le réseau social souvent privilégié par la société civile organisée.

Ce débat ne fait pas exception, puisque nous notons la présence de nombreuses pages, groupes, collectifs de riverain·es et associations, toutes mobilisées contre le projet. Parmi celles-ci, les plus actives :

- [Stop mine 03](#) « Lutter et informer la population des risques liés à l'activité minière. »
- [Préserveons la forêt des Colettes, lithium non merci](#) « Une forêt, c'est un milieu complexe associant vie végétale et vie animale, l'habitat et le refuge d'insectes, d'animaux, souvent en voie de disparition. Comme un paysage ou une œuvre d'art, c'est un patrimoine commun qu'il faut avant tout préserver. »
- [Collectif Sbr \(Saint Bonnet de Rochefort\)](#) : une petite dizaine de contributions.

² « suiveur·es ». Chiffres datant du 27 juin 2024. [D'après Facebook](#), suivre une page permet de voir ses nouvelles publications dans notre fil d'actualité. Aimer une page, c'est non seulement la suivre, mais également lui apporter un soutien.

³ « Facebook est un des réseaux sociaux pionniers (création en 2004), aussi son audience est assez âgée. C'est également le cas en France : 38,9% des utilisateurs ont plus de 45 ans, près de 60% ont plus de 35 ans. », [Digimind](#) (chiffres 2023).

- [Collectif citoyen lithium Allier](#) (page créée le 2 juin 2024).

Bien qu'aucune n'ait commenté de façon intense les publications du compte du débat public, elles ont largement partagé les informations concernant les différents aspects et enjeux du débat et du projet.

En outre, nous pensons que plusieurs membres de ces collectifs aient contribué de façon répétée, en leur nom propre, sous nos publications : à l'exemple de [PF Latelier](#), membre de *Préservez la forêt des Colettes* et résidant à Saint-Gervais-d'Auvergne. En s'imposant dans le « top 3 » des commentateur-ices les plus assidu-es, il a réalisé plusieurs contributions détaillées, parfois sous forme de questions, critiquant le projet de mine de lithium dans l'Allier comme étant écologiquement et économiquement néfaste, et soulignant la méfiance envers les promesses des entreprises minières. Il appelle à une transparence accrue et à l'exploration d'alternatives au projet.

« Réduire les émissions de CO2 ? La production de voiture électrique émet plus de CO2 qu'une voiture thermique ! »

Nous constatons en effet que plusieurs internautes, **toutes et tous opposé-es au projet**, suivent assidument le débat public sur Facebook depuis son lancement. Commentant systématiquement nos publications, réagissant aux informations transmises et débattant avec d'autres participant-es directement dans les commentaires, nous pouvons citer :

- [Narco Sissitop](#) : il a formulé des critiques constantes sur l'exploitation de la mine de lithium, en soulignant les problématiques de la pollution et des impacts sociaux négatifs, ainsi qu'en interrogeant l'équipe du débat sur les modalités de participation au débat public.
- [Benoit Raclet](#) : ses commentaires expriment un scepticisme global envers la voiture électrique, questionnant leur véritable efficacité environnementale et leur viabilité économique.
- [Bernard Gazet](#) : de nature principalement informatives et favorables au projet de mine de lithium, ses contributions soulignent son potentiel économique et énergétique. Monsieur Gazet reste néanmoins conscient des conditions nécessaires pour minimiser les impacts environnementaux.
- [Adélaïde Giraud](#) : elle exprime une forte opposition au projet de mine de lithium en raison des impacts environnementaux néfastes, notamment la destruction de la faune et de la flore et les problèmes liés à l'extraction et la pollution de l'eau.

« On ne remplace pas la peste par le choléra. [...] C'est un projet inadmissible en termes d'eau et de destruction de la faune et la flore. »

A relever que parmi ce « top 5 » des commentateur-ices les plus assidu-es, nous ne comptons qu'une seule femme. Nous constaterons que cette observation sera d'autant plus flagrante sur *LinkedIn*.

Nature des contributions

De nombreux partages de ressources externes

Dans la forme des contributions publiées, plusieurs aspects spécifiques à ce débat ont été observés : la quantité de ressources externes partagées – liens que les internautes ont insérés dans leurs commentaires vers des articles, vidéos, sites web, images - semble assez exceptionnelle. Sur la période analysée, près de 250 liens externes ont été partagés dans les commentaires !

Plusieurs d'entre eux renvoient vers des vidéos YouTube, d'[Aurore Stéphan](#) en premier lieu, mais également, entre autres, de [Paloma Moritz avec le média Blast](#). Certains renvoient vers des articles de presse ou d'autres ressources (sites web, études, etc.). Par exemple, un article de *Reporterre* abordant les impacts environnementaux néfastes d'une mine d'Imerys en Bretagne, ou un article de *Carbone 4* intitulé [« Les idées reçues sur la voiture électrique »](#).

La majorité de ces ressources sont principalement axées sur les critiques environnementales et sociales du projet de mine de lithium, avec un accent particulier sur les effets nocifs et les risques sanitaires associés au projet.

Des copier-coller massifs

Plusieurs internautes, notamment parmi les plus actifs cités ci-dessus, ont régulièrement eu recours à la méthode du copier-coller. Un même message s'est ainsi souvent retrouvé sous les publications des comptes du débat. À l'inverse d'un véritable *spamming*⁴, leurs commentaires sont souvent développés et argumentés. Cette méthode semble ainsi répondre à une volonté de visibilité accrue de leur message et de leurs arguments, afin de convaincre et de persuader les autres internautes.

Des échanges passionnés et passionnants

Les internautes ayant déposé leurs commentaires sur Facebook, à l'inverse de X et même de LinkedIn, ont pris le temps de développer un véritable argumentaire dans leurs contributions. Ces dernières donnent quasiment toujours lieu à des échanges passionnés et à des débats argumentés, mêlant expérience empirique et données techniques de personnes travaillant dans le secteur minier ou de l'énergie, ou connaissant bien le territoire et ses problématiques, de façon souvent très véhémente.

Sur Facebook⁵, nous avons été amenées plusieurs fois à rappeler la courtoisie et le respect incombés aux participant·es aux débats publics, allant parfois jusqu'à devoir supprimer certains commentaires injurieux.

Globalement, les commentaires observés sur ce réseau social sont particulièrement **hétérogènes**, allant du simple « Je suis pour/contre » sans plus d'argumentation, à des plaidoyers développés avec l'explication d'aspects très techniques, de la part d'internautes qui semblent très bien informé·es sur le sujet.

⁴ Envoi répété de « courriers indésirables »

⁵ Et plus encore sous les publications sponsorisées publiées sur X

LinkedIn

Quelques données chiffrées

Abonnés +1 203	Réactions 1 760	Commentaires 157	Partage N/A
Clic N/A	Impression N/A	Engagement N/A	Posts publiés 99
Posts programmés 76			

CHIFFRES TOTAUX SUR LA PERIODE DU 15 FEVRIER AU 27 JUIN 2024

Sur LinkedIn, le débat a décollé très fort dès le lancement du compte du débat public, le 15 février 2024. Notre communauté a grandi jusqu'à culminer à 1 234 abonné-es. D'après *Swello*, les internautes ont publiés 157 commentaires et nos publications ont généré 1 760 réactions⁶, ce qui correspond à de **très belles performances** sur ce réseau social structurellement moins enclins aux commentaires et aux réactions que Facebook.

Profil des participant·es

Sur LinkedIn encore davantage que sur Facebook, certains internautes s'imposent de manière flagrante : **près de 20% des commentaires ont été publiés par une même personne, Bernard Gazet**. Sur ce réseau social, M. Gazet relie le projet aux objectifs du *programme France 2030* et met en avant ses bénéfices économiques et énergétiques, tout en insistant sur la nécessité de l'encadrement des conditions de l'arrêt de l'exploitation une fois terminée, pour protéger le territoire.

L'autre internaute particulièrement actif·ve sur LinkedIn est le compte du Collectif de riverain·es de Saint Bonnet de Rochefort, **Saint Bonnet**. A elle seule, cette page a rédigé environ 15% du volume total de commentaires. Ce fait est intéressant, car singulier : ce profil LinkedIn ne correspond pas à une personne, mais à un collectif citoyen, traditionnellement davantage actifs sur Facebook. Par ailleurs, ce compte semble avoir été créé uniquement dans l'objectif de participer au débat public sur ce réseau social.

A noter que Bernard Gazet, et le collectif Saint Bonnet sont également présents et très actifs simultanément sur Facebook et sur LinkedIn.

Par ailleurs, le profil professionnel des commentateur·ices sur *LinkedIn*, est quasi-exclusivement issus de catégories socioprofessionnelles supérieures (CSP+) : chef·fes d'entreprise, directeur·ices, manager·ses, président·es, responsables, consultant·es, ingénieur·ses et retraité·es sont les postes occupés les plus fréquents.

Concernant les secteurs d'activité des participant·es au débat sur ce réseau, ils et elles sont dans leur écrasante majorité issu·es de domaines en lien direct avec les sujets du débat public : secteurs miniers, géologie,

⁶ J'aimes, commentaires, partages, clics.

biotechnologie et biogaz, énergie et transition énergétique, automobile, gestion des déchets et recyclage. Nous noterons tout de même les exceptions des secteurs de la communication, du marketing et de l'architecture.

De façon largement plus prononcée et préoccupante que sur Facebook, nous constatons que parmi les 90 commentaires analysés manuellement, seulement 6 ont été publiés par des femmes : cela représente moins de 6%.

Nature des contributions

Des positionnements moins radicaux

En comparaison avec Facebook, nous relevons que, sur LinkedIn, la nature des contributions est plus mesurée. Bien que la majorité des commentaires se positionne de façon critique face au projet, nous observons des avis moins tranchés et de postures moins « militantes » (à l'exception du collectif de Saint Bonnet). Les internautes en faveur du projet semblent également s'exprimer davantage sur LinkedIn ou, en tous cas, semblent moins « noyés » sous un flot d'arguments en défaveur de ce dernier.

Echanges entre spécialistes et implication dans le débat public

Sur les deux réseaux sociaux, nous constatons de très nombreuses interrogations sur le dossier du maître d'ouvrage (DMO) et des partages d'informations sur le projet et sur ses aspects techniques (extraction, batteries, etc.). De façon plus marquée sur LinkedIn que sur Facebook, les internautes interpellent l'organisation-même du débat public, jugeant les informations transmises imprécises ou incomplètes, demandant l'intervention d'expert·es indépendant·es et la considération des alternatives au projet.

« Pour avoir les « deux sons de cloche » on aimerait bien aussi avoir une présentation d'experts au sujet du danger que représentent les mines sur l'eau, la biodiversité, etc etc. Pour bien comprendre un sujet, il est essentiel d'avoir une présentation de tous les aspects. Sinon c'est de la propagande... »

II – Les débats sur l'opportunité du projet à une échelle globale (nationale et internationale)

A – Le passage au tout électrique : entre opportunité et alternatives

Plusieurs commentaires établissent un lien direct entre le projet de mine de lithium et la volonté de l'Union Européenne et de la France de passer à un parc automobile tout électrique, à échéances 2030 et 2050.

Le projet de mine de lithium, une nécessité pour la transition énergétique

Cet argument est utilisé par les internautes en faveur du projet – très minoritaires - pour souligner son impérative nécessité afin de pouvoir répondre aux objectifs fixés par les exécutifs.

L'importance du lithium dans la transition énergétique et la production de batteries électrique est rappelée dans ces contributions. Certain-es internautes, tel-les que Bernard Gazet, soulignent la nécessité de réaliser le projet, dont l'objectif est d'assurer la transition vers les énergies renouvelables et la réduction des GES, malgré ses potentiels impacts locaux. Ces arguments n'excluent pas nécessairement la volonté de réguler et de minimiser ces impacts, toujours dans le souci du respect de l'environnement.

« L'objectif d'une Europe à la neutralité Carbone en 2050 ne se préparera pas en 2049. »

Mais pour quelle transition énergétique ? Des appels à un débat de société

D'autres internautes – largement majoritaires – remettent en question ce modèle de transition énergétique basé sur l'électrique. Elles et ils appellent à un véritable débat de société quant au modèle de transition énergétique collectif vers lequel nous souhaitons nous diriger, et regrettent que les choix des Etats n'aient pas fait l'objet de consultation.

« Concernant les véhicules électriques et leur choix, j'estime que c'est une erreur Mondiale en développement en coût et en recyclage... »

Nombre de commentaires considèrent de façon récurrente le passage au tout électrique de « folie », ce terme apparaissant régulièrement.

« Ces batteries qui ne créent aucune énergie et qui n'ont pour objectif que de répondre à la folie de l'Union Européenne de passer au tout électrique. »

Elles et ils ne considèrent pas le passage au tout électrique comme une solution en faveur de l'environnement, mais qu'il répond plutôt à des intérêts privés et économiques. Nous notons de véritables divergences à ce sujet et ces arguments, en faveur ou contre le projet, donnent lieu à des échanges et débats fructueux dans les commentaires :

« Il faut être naïfs pour penser que le gouvernement n'est pas influencé par des lobbies ou des intérêts très personnels. On voit régulièrement des affaires de trafic d'influence. »

« Ses arguments vont uniquement dans le sens des intérêts miniers. »

« Remplacer une énergie sale par une autre aussi sale ne résout rien. À aucun moment les voitures électriques avec le lithium ne sont viables pour l'environnement. »

« Les voitures thermiques polluent bien entendu, d'ailleurs comme toutes activités humaines. Mais remplacer la peste par le choléra n'est pas la solution. »

« La mobilité électrique c'est plutôt remplacer la peste par une grippe. »

Bien qu'extrêmement minoritaire, la remise en question du principe de transition énergétique apparaît parfois, à travers des propos climatosceptiques :

« La transition énergétique est une arnaque ras le bol ce n'est pas la France qui pollue mais les USA l'Inde la Chine l'Afrique Indonésie vive le frexit. »

En soulignant que le modèle du tout électrique est basé sur la production de batteries très gourmandes en métaux, les internautes questionnent les aspects environnementaux et sociaux de l'extraction. Sur Facebook exclusivement, elles et ils invoquent les ravages sociaux et environnementaux résultant de la production de métaux dans d'autres pays producteurs tels que le Chili, la Chine ou la République Démocratique du Congo (RDC). Cet argument est parfois avancé contre l'ouverture de la mine de lithium dans l'Allier, mais également, des mines en général. Il est le plus souvent saisi par les collectifs citoyens et de riverain-es (*Stop mine 03, Préservons la forêt des Colettes*), appuyé par le slogan :

« Ni ici, ni ailleurs ! »

« Vu ce que les grandes puissances occidentales font en République Démocratique du Congo... Destruction des sols, pollution monstrueuse, femmes qui accouchent de bébés mal formés... Je crains pour Dame Nature et ses habitants pour cette région... »

Les véhicules électriques, réellement écologiques ?

Dans la lignée de cette logique argumentaire, plusieurs internautes questionnent la pertinence des véhicules électriques pour réduire les émissions de GES. Est régulièrement avancé le fait que la production des véhicules électriques (VE) est très gourmande en CO₂, en comparaison aux véhicules thermiques (VT). De plus, la faible durée de vie des batteries et le coût élevé des réparations sont des arguments régulièrement mis en avant. En réponse à une infographie publiée par le compte du débat, plusieurs internautes soulignent que les véhicules électriques ne deviennent plus écologiques que les véhicules thermiques qu'après avoir parcouru un seuil minimum de kilomètres, seuil qu'ils jugent difficilement atteignables. De nouveau, les échanges entre pro et contre sont riches et les arguments, parfois contradictoires :

« Les voitures électriques sont louées 3 ans et 30000 km pour la plupart pour pallier leur surcoût. Elles n'atteignent donc pas la limite que vous nous indiquez pour devenir meilleures pour le climat. »

« Oui ça fait un moment qu'on le sait et 3 ans ou 30000km c'est très vite passé donc la voiture électrique à batterie est vraiment largement bénéfique, sans parler de la pollution de l'air et du fait qu'il y ait aussi moins de particules fines car il ne reste plus que les particules fines de pneus et beaucoup moins de particules dues au freinage car avec la régénération on n'utilise quasiment jamais le frein... »

« Réduire les émissions de CO2 ? La production de voiture électrique émet plus de CO2 qu'une voiture thermique ! »

« Une voiture électrique ne durera pas suffisamment longtemps pour compenser la pollution occasionnée lors de sa fabrication en incluant bien entendu tous ses paramètres. »

« Après, il faut tenir compte des VT anciennes générations, 20 ans et plus qui roulent encore parfaitement. Au niveau de l'empreinte carbone de leur fabrication à maintenant, elles sont plutôt très bien placées. A comparé de tous les véhicules nouvelle génération qui eux, avec l'obsolescence programmé n'arriveront jamais à de tels résultats, c'est bien triste... »

« Techniquement, les VE cochent toutes les cases par rapport aux VT !

- Emissions - rendement 90% contre 30 à 40%
- Freinage
- Longévité
- Quasi-absence d'entretien
- Aérodynamisme (faible traînée de refroidissement)
- Tenue de route (centre de gravité abaissé)
- Etc... »

« Mais la production [du VE] est largement au-dessus du thermique !!! Et il faut un certain nombre de kms pour affirmer qu'elle est moins émettrice qu'une thermique..., et l'électricité provient largement du nucléaire qui consomme de l'uranium et produit des déchets dont on ne sait que faire ! »

A noter que la comparaison entre VE et VT est parfois jugée absurde :

« Je ne comprends pas cette comparaison. Bien évidemment qu'il faut plus de matériaux ! Les batteries n'ont à rien à voir entre les 2 véhicules et elles n'ont pas les mêmes fonctions. Dans ce cas, pourquoi ne pas dire que pour 100 km une voiture électrique ne consomme pas d'essence alors qu'une voiture thermique consomme 6l environ. »

Quelques arguments questionnent également la capacité du réseau d'électricité actuel à assumer un parc automobile 100% électrique, et les coûts pour les usager-es au regard de l'inflation :

« Les voitures électriques !!! Je trouve que ceux qui ont décidé n'ont pensé qu'à leur portefeuille d'actions et non à la Terre. Ces véhicules au moment de leur mise en service ont déjà pollué plus qu'un véhicule à explosion. Ils valent beaucoup plus, en cas d'accident (choc) il faut 1 fois sur 2 changer les batteries ou la voiture ... !!! Bravo

De plus vous m'expliquerez comment les gens vont brancher leurs véhicules dans les quartiers immeubles ? s'il y a 150 logements qui paiera le renforcement du réseau élec et les transfos ? Il est vrai que ces gens auront le plaisir de prendre leur vélo ou les bus ! C'est bon pour la planète ! Pendant que d'autres prennent de + en + l'avion ou le tgv et que les autres trains sont remplacés, par les camions qui eut ne polluent pas ! 500 000 en 1,5 ans pour remplacer les trains supprimés. »

Les alternatives à l'extraction du lithium

Les batteries sodium-ion

Plusieurs internautes s'inquiètent de la viabilité de la mine de lithium dans un contexte d'émergence d'alternatives aux batteries lithium. Nombre de commentaires évoquent la solution des batteries sodium-ion, jugées moins polluantes et moins inflammables que les batteries lithium-ion.

Plusieurs participant-es relèvent les annonces d'abandon progressive du lithium par certain-es fabricant-es :

« Tant Tesla que BYD ont déjà annoncé l'abandon des batteries lithium en faveur des batteries sodium-ion, pour des raisons de coût et de recyclabilité. Les batteries sodium-ion sont pour l'instant encore légèrement moins performantes mais cet écart sera vite réduit. Allons-nous renouveler "l'affaire Minitel" ? »

« Les études concernant la taille du marché de l'électrique dans la mobilité ne dépassera pas 30%. D'ailleurs, en Europe et ailleurs dans le monde, les constructeurs retro-pédales à ce sujet y compris les Allemands et Français qui viennent de relancer la filière thermique pour les utilitaires et déclarent que le tout électrique et la fin des moteurs thermiques pour 2035 n'est plus de mise ! »

La sobriété, une autre alternative au tout électrique

Un nombre très conséquent de contributions appelle à réduire nos modes de consommation et enjoint à la sobriété. **Selon ces internautes, la véritable transition énergétique n'est pas le passage au tout électrique, mais bien une réduction de la consommation énergétique.** Plutôt que de recourir à des solutions technologiques polluantes, telles que l'électrification des transports avec l'extraction de nouvelles ressources, qui ne font que s'ajouter à la liste des problématiques environnementales, elles et ils appellent à « arrêter cette folie consumériste » en privilégiant une approche plus sobre et respectueuse de l'environnement.

« Privilégier une approche plus sobre et respectueuse de l'environnement plutôt que d'extraire de nouvelles ressources. »

« Le meilleur moyen de s'opposer à cette mine et de réduire sa propre consommation. »

« Il serait alors peut être plus judicieux d'appeler à la sobriété de consommation, peut être que limiter le parc automobile et revaloriser efficacement le transport ferroviaire serait plus intelligible... »

« Oui je suis contre ce projet ici comme ailleurs, privilégions aussi la sobriété et un nouveau modèle de société détaché de la finance, à échanger lors d'un véritable débat de société ! »

« C'est une horreur ce projet. Et si on parlait de sobriété ? »

Pour cet internaute, la sobriété passe par la régulation du parc de véhicules électriques :

Gabriel Willow

sans une loi qui interdira / régulera l'augmentation de la taille des véhicules on va subir un effet rebond monstre : la pollution due à la construction des autos électriques va dépasser les thermiques car les constructeurs voudront continuer de vendre des voitures de 2, 3 tonnes. Le CO2 viendra d'ailleurs et les problèmes aussi. On va électrifier la fabrication du béton, du ciment et du bitume pour construire des routes toujours plus larges aussi ?

Un fait intéressant à noter ici : les appels à la sobriété n'émanent pas uniquement des internautes contre le projet. En effet, l'adhésion au projet, notamment lorsqu'elle est justifiée par des arguments écologiques, n'entre pas en contradiction avec une invitation à la réduction des modes de consommation, comme l'illustre parfaitement ici Bernard Gazet, en faveur du projet :

« Je souscris pleinement à la conclusion de JM Jancovici : "A l'évidence, comme pour les hydrocarbures, plus nous accepterons de la sobriété dans les usages, et plus les trous seront en nombre réduit. Peut-être que de devoir les faire chez nous nous incitera aux économies !" »

A noter que le terme « sobriété » n'a pas été retrouvé dans l'analyse des commentaires sur *LinkedIn*, donnant ainsi à voir la différence de positionnement des internautes entre les différents réseaux sociaux.

B – Enjeux stratégiques et géopolitiques

1. L'indépendance et la réindustrialisation de la France

Bien que largement minoritaires, quelques commentaires soulignent l'opportunité de ce projet pour relancer la France dans le marché de l'industrie. Pour ces internautes, c'est une chance pour la France et l'Europe de pouvoir cesser de dépendre de la Chine et d'autres pays, en produisant directement sur notre territoire. Chance qui n'est pas nécessairement incompatible avec la préservation de l'environnement, au contraire :

« Croire que l'industrie n'est pas antagoniste avec la préservation de la biodiversité, c'est aussi la sagesse. »

« Les fabricants de batteries avec du lithium présents en France, et autres filières industrielles utilisant du lithium, devraient s'intéresser et s'impliquer dans ce débat. Si la mine et l'usine de traitement se font, ça pourrait répondre à une partie de leurs besoins et ainsi réduire leur dépendance à la Chine (+ réduire les transports, le bilan CO2, améliorer la traçabilité et la gestion environnementale, offrir de bons emplois en France). »

« Un projet intéressant pour notre indépendance énergétique future. »

« Le lithium représente un moyen de sortir de notre dépendance aux énergies fossiles. Métal le plus léger connu sur la planète, il est largement utilisé dans les appareils électriques, des téléphones et ordinateurs portables aux voitures et avions. »

« Le lithium représente une voie de sortie de notre dépendance aux énergies fossiles. »

2. La garantie de normes environnementales et sociales strictes

Sur Facebook exclusivement, les arguments en faveur du projet effectuent bien souvent un parallèle entre la perspective d'une exploitation minière française, garante de normes strictes en matière d'environnement et de conditions de travail, et l'exploitation minière dans les autres pays principaux producteurs de minerais. La logique de cet argumentaire consiste à affirmer que, quitte à extraire des minerais, autant garantir que cela se fasse dans de bonnes conditions :

« Cette mine sera une façon de montrer qu'on peut exploiter une ressource minérale en respectant les travailleurs, les riverains et l'environnement. C'est une occasion unique de réconcilier la population avec l'exploitation minière en France. »

« Les normes environnementales européennes sont les plus strictes au monde. Cette exploitation les respectera et l'extraction sera nettement moins polluante qu'en Chine ou au Chili. »

« Il y a bien déjà une carrière de kaolin ? Vous préférez comme beaucoup ne pas avoir d'emplois dans cette région pas très développée industriellement, et exploiter les gamins en Chine, Chili et en Afrique. »

« Plutôt que d'aller le chercher au Mali ou au Congo, ... Si nous n'extrayons pas le lithium, nous devons l'acheter et accroître notre dépendance... Cette mine va permettre d'extraire, non seulement du lithium, mais aussi de l'étain et du tungstène !!!! »

« Là je pense que les bobos ecole vont être contre : il vaut mieux l'extraire en Afrique avec comme main d'œuvre des enfants pour ne pas polluer à la maison. »

Néanmoins, comme l'immense majorité des commentaires en faveur du projet, ces arguments se heurtent toutefois à des réponses critiques très rapidement. La première concerne la supposée indépendance énergétique qu'offrirait le lithium à la France : de nombreux-ses internautes soulignent que, non seulement la quantité de lithium présente à Echassières ne permettrait en aucun cas d'assurer le passage au tout électrique du parc automobile français et encore moins européens, mais surtout que le lithium n'est qu'un métal parmi les autres nécessaires à la fabrication des véhicules électriques qui, eux, ne manqueront pas d'être produits ailleurs. En résumé, ouvrir une mine en France ne ferait pas fermer les mines ailleurs :

« L'argument est donc : exploitons le lithium en France avec des risques majeurs environnementaux (eau, pollution chimique...) pour ne plus en extraire en Afrique. Mais jamais les mines en Afrique ne fermeront. Des collectifs internationaux luttent. »

Leur argumentaire va d'ailleurs encore plus loin : plutôt que d'avoir un impact positif sur l'industrie minière dans des pays dans lesquels les normes environnementales et sociales mettent bien souvent en péril les droits humains et environnementaux, la production de lithium sur le sol français encouragerait la production des autres métaux nécessaires à la production des batteries électriques dans ces pays :

« Le lithium n'est pas la seule ressource nécessaire pour fabriquer une batterie, donc extraire du lithium ici nécessitera d'extraire plus de cobalt au Congo (qui est quasiment le seul pays producteur). »

« Le Cobalt est produit à 80% au Congo où l'exploitation minière embauche des enfants payés une misère. Ouvrir cette mine de lithium encourage la production de voiture électrique. En faisant ça, Imerys encourage donc le travail des enfants. Débat public mine de lithium dans l'Allier qu'est-ce qu'IMERYS a à répondre là-dessus ? Voici différentes sources pour appuyer ces faits : <https://fr.statista.com/.../cobalt-production-miniére.../> <https://www.aa.com.tr/.../des-enfants-esclaves.../2984799> »

3. L'argument de la cohérence

Parmi les quelques internautes favorables au projet, un grand nombre appelle à faire preuve de cohérence : notre utilisation quotidienne d'appareils électriques nécessite forcément de produire des batteries et donc, par la même, d'extraire des minerais.

« Faut espérer que ceux qui sont contre la mine de lithium se passent d'iPhone, de tablette, de portable, de batterie, de pile plate.... Et même de médicaments ! »

« Première remarque, difficile de refuser les dégâts occasionnés quand on est soi-même consommateur de téléphone portable et autres objets utilisant des batteries avec des métaux rares en provenance de pays où la préservation de l'environnement et les conditions de travail sont désastreuses.

« Dit-il depuis son portable au lithium. "No Pasaran" d'ouvrir une mine dans un pays avec des normes et des législations strictes quand on peut piller tranquillement des pays africains. »

Pour justifier cet argument de cohérence, plusieurs internautes avancent le concept de « NIMBY » :

« Aux U.S.A., on parle de NIMBY (Not In My Back Yard : Pas Dans Mon Jardin) ; tout le monde veut tout, à condition de ne pas avoir les nuisances chez lui... »

« Il est nécessaire d'ouvrir des mines en France plutôt que d'importer de pays aux règles environnementales et sociales moins rigoureuses. Assez de Nimby ! »

Néanmoins, de nouveau, ces arguments sont vite démontés par les internautes opposés au projet. Il est rappelé que le projet de mine de lithium à Echassières ne servira pas à produire des batteries pour téléphones ou autres appareils électroniques, mais des batteries pour véhicules électriques. Et qui plus est, pas n'importe lesquels : des SUV (*Sport Utility Vehicule*), très gourmands en énergie et en métaux. Cette finalité prévue pour les batteries électriques produites renforce les arguments avançant que, loin d'être d'utilité publique, ce projet répondrait d'abord aux intérêts financiers d'Imerys :

« Comme on vous l'a expliqué plusieurs fois : cette mine sera exploitée pour la production de voitures électriques sans savoir si ce sera des grosses cylindrées (plus polluantes). Arrêtez svp de développer un argument qui n'a rien à voir avec le sujet. »

« Cette mine a pour seul objectif de faire produire des batteries pour voiture électrique [...] en gros on va faire des SUV électriques, c'est aberrant. »

« La question des usages finaux est cruciale : priorité aux petites batteries, non aux usines à SUV par exemple. »

« Clairement on peut discuter le caractère tout électrique des voitures (surtout du modèle proposé par les industriels avec les SUV) [...] »

En outre, face à l'argument de la cohérence, nombre d'internautes réitèrent leur opposition au développement de la voiture électrique :

« Si pas de voiture électrique, pas d'exploitation d'enfants à faire. »

« Voitures électriques : non merci ! Bye bye. »

« Tout ça pour fabriquer des voitures électriques dont plus personne ne veut car effectivement les ventes baissent terriblement et il y a de quoi. »

« Contre cette mascarade. Stop aux voitures électriques surtout en campagne. »

Conclusion - « Escrologie » : l'affrontement de deux visions écologiques

Ce que nous observons ici n'est pas uniquement un affrontement entre les internautes « pour » et « contre » l'ouverture de la mine de lithium : il s'agit d'un **véritable affrontement idéologique de deux visions de l'écologie**. D'un côté, les tenant-es d'une « soutenabilité faible », position promouvant l'évolution de nos mobilités vers le tout électrique comme étant le modèle de transition énergétique qui permettra de décélérer le changement climatique. De l'autre, les défenseur-ses d'une « soutenabilité forte », qui regrouperait les adeptes de la sobriété, de la réduction de notre consommation, de la réflexion sur nos usages et de la préservation de l'environnement comme la priorité absolue sur toutes les autres problématiques.

Dans les deux cas, l'objectif est similaire : préserver l'environnement, mais la méthode est différente. Cette analyse explique, en partie du moins, la raison pour laquelle, dans le camp des « pro » comme dans celui des « contre » la mine de lithium, les accusations d'« écolos », voire d'« escrolos », sont mutuelles :

« La foutaise escrologiste pour le climat pour justifier les caisses électriques est une idiotie et un mensonge. »

« Là, je pense que les bobos écolo vont être contre : il vaut mieux l'extraire [le lithium] en Afrique, avec comme main d'œuvre des enfants, pour ne pas polluer à la maison. »

« Ça y est ils vont commencer à pourrir notre pays. Pour des écolos, faut le faire ! »

De fait, ces accusations d'« écolo », comme s'il s'agissait d'une insulte, semblent en réalité laisser entrevoir une suspicion de contradiction : celles et ceux qui disent prôner l'écologie, ne la défendraient par réellement :

« Il est grand temps de se rendre compte que l'électrique n'est pas la panacée, comme ont pu le vendre et le vanter les soi-disant écologistes, loin de là... »

« En tirer le fameux LITHIUM..... Donc, voilà notre écologie.... ENGIE vertueux en hémisphère nord..... pollueur en hémisphère sud... »

« Les bouffons d'écolos d'opérette, c'est bizarre, ils ne vous [Imerys] combattent pas. »

« Une honte ! Où sont les écolos à 2 sous ? Ces VE sont une aberration et une grande fumisterie !

 »

« Les écologistes du Dimanche »

« Vous achetez bien vos culottes en Chine... Ecolo à la noix ... ! »

Enfin, ces accusations réciproques d'« écolos », souvent alliées au néologisme « bobo », sont également les marqueurs d'une rupture sociale, d'autant plus visible par une opposition ville/campagne :

« Il n'est question que : d'emploi, de soi-disant autonomie énergétique, et de pseudo écologie de véhicules propres servis à des citoyens qui y croient dur comme fer !!! »

« Il faudra organiser des « stages d'extraction » de plusieurs semaines pour tous ces écolos qui nous rebattent les oreilles de la protection de la planète contre les véhicules thermiques pour ces véhicules électriques (voitures /vélos/ trottinettes....) Les seuls bientôt à pouvoir circuler dans nos villes !!! »

« L'électrique pour des écolos bobos. »

« Les bobos écolos achètent les voitures électriques... »

III – Les inquiétudes (et quelques espoirs) face aux impacts locaux du projet

A – Les impacts environnementaux de la production de lithium

1/ L'eau, un sujet central qui mobilise

A l'image de la forte demande d'études complémentaires, ainsi que de la mobilisation et la quantité de questions posées lors de la réunion publique dédiées aux enjeux de l'eau le 30 mai dernier à Vichy, les impacts du projet sur les ressources en eau locales cristallisent la mobilisation des participant-es du territoire, et en particulier des collectifs tels que *Préserveons la forêt des Colettes*, en la qualité de PF Latelier, ou encore *Stop mine 03*.

Les inquiétudes formulées à l'égard des ressources en eau sont **récurrentes**, le terme « eau » ayant été identifié une centaine de fois dans les commentaires analysés sur Facebook et LinkedIn. Les inquiétudes des internautes à ce propos s'articulent autour de deux volets :

- **La pollution des ressources en eau locales**, liée à l'utilisation de produits chimiques dans les procédés d'extractions au stockage des « stériles » issus d'une roche riche en arsenic, ainsi qu'au potentiels écoulements contaminant les nappes phréatiques.
- **La raréfaction des ressources en eau et en particulier de la Sioule**, dans laquelle Imerys a annoncé prélever une grande partie de ses besoins en eau, et ce d'autant plus dans un contexte de réchauffement climatique et d'intensification des épisodes de sécheresses estivales. Des impacts potentiels sont attendus, notamment sur la répartition de la ressource et, par conséquent, sur les usager-es et les agriculteur-ices locaux-les.

Des chiffres comme « 600 millions de litres par an » sont cités pour illustrer l'ampleur du prélèvement, qui est régulièrement mis à hauteur de la quantité de lithium extraite. Ci-dessous, une sélection des commentaires jugés les plus représentatifs des opinions des internautes :

« Il faut, pour extraire 1 tonne de lithium, **entre 1 million à 2 millions de litres d'eau**. Avec le réchauffement climatique, c'est la fin l'agriculteur. »

« Le manque d'eau se généralise et l'on s'apprête à dilapider cette ressource... »

« Le principal problème d'une mine de lithium c'est l'eau. Avec **75m3 par heure**, cette eau sera privatisée sur l'environnement local. L'eau qui est enlevée du cycle naturel ne revient pas. En Amérique central et en Amérique du Sud, des habitants ont refusé de nouvelle mine de lithium à cause de l'eau. Quid des problèmes énergétiques, des pollutions directes et indirectes et des affaissements miniers. »

« Pour la consommation d'eau, la production française d'acier consomme à minima 42 000 000 de m3 (je n'ai pas trouvé de chiffres par usine). Une centrale nucléaire consomme (elle prélève plus) 9 millions de m3 par an.

Si on rapporte la **consommation prévue à la journée, ça donne 2800 m3, En étiage la seule Sioule a un débit de 21 600 m3 par jour.** »

« Ce qu'il faut comprendre de ce caprice Européen ce sont les risques liés à l'exploitation minière :

- Le premier est la ressource en eau : Imerys annonce **l'utilisation d'au minimum 1 million de m3 par an**. Qu'en sera-t-il en cas de sécheresse ? [...] »

« Le site est déjà pollué, cf rapport disclose ci-dessous. Le sous-sol n'est pas perméable, on peut largement craindre une eau remplie de produits chimiques liés à l'extraction, si les déchets ultimes sont renfloués dans la mine. S'ils restent en surface, pollution renforcée avec l'eau de ruissellement... Une mine propre n'existe pas...

<https://disclose.ngo/.../mine-de-lithium-dans-lallier-le...> »

« La gestion des eaux au niveau de l'exploitation et du site de chargement est détaillée dans le document fourni par le maître d'ouvrage. L'eau sera recyclée au maximum. Quant au site de la Loue, que je connais particulièrement assez bien, une partie de l'eau sera fournie par la station d'épuration des eaux usées de la ville de Montluçon. »

Stop Mines 03 : « Nous serons présents comme chaque cession pour exposer nos arguments et débattre avec toutes et tous. Ce projet ne doit pas se faire. Saccager la région, prendre de l'eau à outrance **pour 40 emplois et les bénéfices de quelques actionnaires NON** »

Les principales recommandations formulées par les internautes, lorsqu'il ne s'agit pas de tout simplement abandonner le projet, invoquent une régulation et un contrôle stricts, efficaces et indépendants. Elles et ils appellent au contrôle de la production d'Imerys par « *un organisme indépendant* » afin de réguler les prélèvements de l'eau en période de sécheresse de même que sa répartition entre les différents usages, afin que les prélèvements en eau nécessaires à la production d'Imerys ne soient pas prioritaires par rapport aux besoins de l'agriculture ou les usagers, par exemple.

« Ceci dit, pour compléter [...] l'inquiétude relative à la raréfaction de l'eau qui devient de plus en plus problématique, le contrôle régulier par un organisme indépendant doit faire partie des premières exigences. »

Le même type de contrôle est exigé pour surveiller la quantité et qualité de l'eau rejetée dans la Sioule :

« Quel organisme va contrôler l'eau rejetée dans la Sioule et à quelles fréquences ? »

2/ Un territoire déjà pollué : passé minier de l'Allier, arsenic et santé publique

Souvent traitées en concomitance aux problématiques liées à l'eau, des craintes quant à la pollution des sols du territoire, à l'arsenic notamment, sont régulièrement exprimées.

A plusieurs reprises, [le rapport réalisé en 2018 par Geoderis](#), bureau d'expertise public spécialisé dans l'après-mine, cité dans [un article de Diclose, et d'Investigate Europe \(IE\)](#), est relayé dans les commentaires et plusieurs parties y sont copiées-collées :

« À cet endroit, à cause de l'activité minière passée, les sols et les eaux sont contaminés à l'arsenic et au plomb. Jusqu'à plus de dix fois les seuils de risque. »

« D'après les conclusions [du rapport], le secteur où Imerys explore actuellement les sous-sols est classé « E », le plus haut niveau de pollution minière du pays. Emili repose donc sur une bombe toxique « susceptible de présenter un risque très significatif pour la santé humaine et l'environnement ». »

Ce rapport alarme sur l'« *extrême pollution* » du site où devrait être implantée la mine d'Imerys. En effet, le territoire sur lequel Imerys souhaite insérer son projet n'est pas étranger aux impacts de l'exploitation minière puisqu'à Echassières, le site minier du Mazet a fermé en 1962 et n'a, d'après l'article, jamais été dépollué :

« L'industrie minière laissera derrière elle des milliers de tonnes de déchets enfouis dans le massif rocheux avec un gros potentiels de pollution à l'arsenic pour les siècles à venir. »

Pour rappel : <https://disclose.ngo/fr/article/mine-de-lithium-dans-lallier-le-rapport-qui-devoile-une-bombe-toxique>

« En sera-t-il question au cours de cette table ronde ? »

L'« héritage » de sols pollués lié à une exploitation minière passée sur le territoire est un élément qui est loin de jouer en faveur du projet d'Imerys aux yeux des habitant-es d'Echassières et des alentours. Cet élément de contexte vient appuyer les exigences formulées à plusieurs reprises, par Bernard Gazet et d'autres internautes, consistant à encadrer l'après-mine en contraignant légalement la maîtrise d'ouvrage à la remise du site, en conformité à un certain nombre de critères et d'exigences environnementales précises, détaillées et encadrées :

« Quelles seront les exigences de remise en état de l'environnement à la fin de l'exploitation ? »

« Il convient du point de vue du territoire que les conditions d'arrêt de l'exploitation soient définies et fassent l'objet d'un plan de décommissioning (arrêt de l'exploitation) engageant l'exploitant minier (...) La maîtrise des conditions d'arrêt de l'exploitation, c'est l'affaire du territoire et par conséquent, l'objet du débat. »

« Ce qu'il faut comprendre de ce caprice Européen ce sont les risques liés à l'exploitation minière : [...]

Le troisième risque est celui de l'irresponsabilité des industries minières : Quand ils auront décidé d'arrêter l'exploitation pour X raisons, ils pourront rendre les clés à l'état en l'état. L'ensemble des déchets miniers ne seront plus sous leur responsabilité.

La question est donc la suivante : Est-ce qu'Imerys compte officiellement engager sa responsabilité pénale de leur exploitation du lithium pour les 1000 ans à venir ? »

« Le minimum que nous devons tous exiger d'Imerys c'est qu'ils assument la responsabilité pénale de leur exploitation pour les 1000 ans à venir (au minimum). »

« Pourquoi ne pas stocker l'eau à l'échelon collectif comme le fait chaque particulier qui veut faire des économies... ?

A ce propos, le processus de stockage des résidus de l'exploitation minière tel que détaillé par Imerys dans le Dossier du Maître d'Ouvrage (DMO) semble éveiller les inquiétudes de plusieurs internautes, aux vues de la pollution des sols décrite ci-avant :

« Moins d'eau dans nos territoires et plus d'arsenic pour nos enfants. Tout ça pour faire joujou à la voiture électrique, une aberration écologique. »

« Si c'est pour avoir les cours d'eau pollués à l'arsenic jusqu'à l'embouchure de la Loire pour les siècles à venir faut peut-être y réfléchir à deux fois non ? »

« C'est bien l'extraction passée du tungstène qui est à l'origine de cela, mais remuer cela ne va faire qu'accélérer la dispersion dans la nature. L'eau contient déjà pas mal d'arsenic... »

« Ce qu'il faut comprendre de ce caprice Européen ce sont les risques liés à l'exploitation minière : [...]

*- Le second et pas des moindre est **la pollution des cours d'eau à l'arsenic** (entre autres) : Le lithium à Echassière est fondu dans une roche granitique qui contient de l'arsenic. Imerys va réduire ce granite à l'état de farine pour l'équivalent d'une pyramide de Gizeh par an ou une piscine olympique par jour comme vous voulez. Ils vont extraire le lithium puis remettre le reste des déchets miniers au fond de la mine. Cette action leur paraît être une bonne solution vue que dans le reste du monde ces déchets sont souvent stockés en plein air et entraînent la pollution des cours d'eau sur des centaines de km. Le problème c'est que sur le massif de Beauvoir l'eau s'infiltré par tout et finira bien tôt ou tard par ressortir en direction de la Sioule et de la Boule. Le fait d'enterrer les déchets ne fait que différer de quelques décennies les dégâts.*

Savez-vous faire du bon café ? Faites-vous un bon café en passant l'eau directement dans des grains ou dans du café finement moulu ? »

« Le problème des déchets ultimes du traitement doit être réglé. »

Les craintes liées à l'exploitation des ressources en eau ne semblent remises en cause par personne, si ce n'est quelques internautes tentant de rassurer en décrivant le processus de recyclage de l'eau envisagé par Imerys dans le DMO et les exigences d'encadrement de l'après-mine. À l'inverse, les inquiétudes et arguments sur les impacts négatifs du projet sur des sols déjà pollués et la possible infiltration de cette pollution dans les eaux souterraines sont réfutés par de (rares, il convient de le préciser) internautes, s'appuyant sur un argumentaire technique en appelant à la géologie :

« Le granite de Beauvoir ne contient pas plus d'arsenic que tout autre granite, et cet arsenic qui restera dans les stériles repartira au fond. On est en terrain granitique où il n'y a pas de nappe phréatique, la ressource en eau est superficielle, donc les eaux de source ne passent jamais à 200 m de profondeur. L'alimentation des rivières se fait par les pluies et les infiltrations de surface (quelques mètres à quelques dizaines de mètres) avec contribution essentielle des zones humides en période d'étiage. »

« Ce qui est magnifique, c'est que les opposants qui relèvent le danger pour des nappes (qui n'existent pas en milieu granitique) tout en relevant l'imperméabilité du terrain. »

« Une mine propre n'existe pas, on peut juste se débrouiller pour qu'elle soit le moins sale possible, mais toute activité humaine plus ou moins industrielle a un impact. Le tout est de le minimiser. »

3/ Les enjeux de la préservation de la forêt des Colettes

Les enjeux liés à la préservation de la forêt des Colettes, qui se situe à proximité du site choisi par Imerys pour y implanter son projet et qui est signalée par les internautes comme une « Zone natura 2000 », ont été identifiés en amont du début du débat. Tout au long de celui-ci, les collectifs locaux dédiés à sa préservation ont été particulièrement actifs. Nous constatons que, sur les réseaux sociaux, bien que le collectif *Préserveons la forêt des Colettes, lithium non merci* soit présent, il ne s'est **quantitativement** pas exprimé de façon singulière. Le collectif, comme la majorité des commentaires traitant exclusivement de la forêt, a fait entendre sa position mais n'a pas précisé son argumentaire ni n'a débattu outre mesure avec les autres internautes sous nos publications :

« Non à la mine de lithium dans la forêt des Colettes »

« Une belle cochonnerie ça va saccager la forêt des colettes »

Sur LinkedIn, un seul commentaire mentionne la forêt des Colettes : il est attribué à Bernard Gazet et se contente de faire allusion à une intervention lors d'une réunion publique.

« Lors d'un débat où la répétition tient plus de place que la réflexion, l'intervention de Cyril Métier (ONF Allier) apporte une vision précise de l'état dégradé de la forêt des Colettes à ce jour et des actions envisagées pour son adaptation au changement climatique à venir : https://youtu.be/ELD3_zKHgJw?si=q1by7ZGsT-IrPvMX »

De fait, les arguments en défense de la forêt des Colettes s'inscrivent directement et simultanément dans les problématiques liées au reste du territoire : eau, pollution des sols, biodiversité et impacts négatifs du projet sur

les populations locales. Ainsi, nous n'identifions pas dans les commentaires d'arguments spécifiques et exclusifs à la préservation de la forêt des Colettes.

« Quelle garantie sur 25 ans que ces canalisations restent tranquillement dans un sol qui obligatoirement va travailler ?

Que fait-on en cas du futur incendie prévisible de la forêt qui entoure la mine ?

Qu'en est-il des risques sismiques (secousses récentes à Nades à Montluçon)

Est-ce que les personnes qui sont pour ce projet sont prêtes à payer par leurs impôts la réfection de la ligne de chemin de fer en ruine ? »

« Il y a aussi la question des nappes phréatiques de la forêt des Colettes qui seront forcément impactées en creusant dans le sol. »

« Le sujet le projet va être gourmand en eau, polluer les sols, et de plus détruit une partie de la forêt des Collettes cela vous dérange pas... »

« Non à la mine, à quelques km de chez moi, pollution de l'air, captage de l'eau déjà en déficit, multiplication des camions à gros tonnage, destruction de la forêt et parcelle agricole pour l'acheminement par tuyaux sur 15 km, risque majeur de pollution des rivières, bruit, disparition d'espèces animales notamment des oiseaux et insectes... Tout ça pour des batteries de voitures et autres alors même qu'on nous demande de réduire notre consommation électrique, clairement on marche sur la tête.

Il serait beaucoup plus intéressant et intelligent de relancer la production de chanvre textile, huile, isolation, alimentation animale... Qui consomme peu d'eau et restore les sols, et participe à la biodiversité de la nature, produit de l'oxygène massivement... »

Cette inscription dans un argumentaire global de défense de l'environnement, est élargi dans ce dernier commentaire à la défense des intérêts des communes rurales et de leurs habitant·es.

B – Impacts directs et retombées économiques sur le territoire et ses habitant·es

En plus des nombreux impacts potentiels sur l'environnement, les internautes redoutent (ou espèrent) certaines conséquences du projet au niveau territorial.

1/ Expropriations, nuisances et dévaluation : les riverain·es majoritairement mobilisé·es contre le projet

Le positionnement de la mairie de Saint Bonnet de Rochefort et de ses habitant·es, qui ont exprimé leur opposition au projet d'Imerys en votant unanimement contre sa mise en œuvre, en amont du débat public, est rappelé par un internaute sur LinkedIn :

« Imerys impose son choix à la commune de Saint Bonnet De Rochefort qui ne veut pas du quai et de l'atelier de chargement. Imerys ne prend pas en compte la contestation et les solutions alternatives proposées. La mairie de Saint Bonnet De Rochefort a voté (Mai 2023) à l'unanimité une motion CONTRE l'implantation de ce quai de chargement sur la commune. Les habitants de Saint Bonnet se sont exprimés et sont CONTRE (interviews, rencontres, banderoles, articles...). »

En mars, un débat a lieu entre plusieurs internautes sur la possibilité de potentielles expropriations dans le cadre de la cession de terrains à Imerys pour la mise en œuvre de son projet. Globalement, l'étendue des terrains qui devront être cédés à Imerys est mal reçue par les internautes :

« Après avoir détruit notre vue environnementale avec leurs éoliennes, ils vont massacrer les terrains qui pourraient être cultivés. On va encore exproprier des agriculteurs ! »

« [...] il n'y a pas d'agriculteurs qui risquent d'être expropriés, une mine de kaolin existe déjà à cet endroit depuis plusieurs dizaines d'années. »

« [...] il va bien y avoir des expropriations, du moins si l'usine de chargement se fait à St Bonnet de Rt comme Imerys le souhaite. Ce site, qui leur semble approprié pour y implanter leur usine, est aujourd'hui un immense champ cultivé par un agriculteur. Ce paysan devrait donc céder sa terre au tout puissant Imerys [...] »

« Comment construire sur des terrains qui ne sont pas à vendre ? L'agriculture est bien plus importante que vos batteries de merde. »

Concernant les impacts sur la valeur immobilière au niveau du territoire, les internautes expriment de nouveau des divergences et s'inquiètent, globalement, de la dévaluation des propriétés environnantes :

« Ce n'est pas devant chez moi, dommage car la valeur de ma maison serait multipliée par 4 ... »

« Pas sûr car le site risque d'être classé Seveso. Qui voudra acheter votre maison avec les risques ? »

« Houlà, vous êtes à côté de la plaque, je me suis justement refusée à acheter à Échassières à cause des nuisances à venir, sans parler du fait que les sols sont déjà contaminés au plomb et à l'arsenic... »

De nombreux commentaires expriment des craintes quant aux nuisances du projet en général, et redoutent notamment des nuisances sonores et visuelles majeures dues au fonctionnement continu, 24h/24 et 7j/7, de l'usine et à la construction d'infrastructures supplémentaires :

« L'agriculture est bien plus importante que vos batteries de merde. La tranquillité des riverains aussi : combien de fret supplémentaires jour et nuit vont venir nuire aux personnes vivant à proximité de la voie ferrée ? Combien d'hectares de paysage, de faune et de flore vont être massacrés pour creuser le passage de votre conduite souterraine ? Votre mine et votre destruction de nos paysages locaux, on n'en veut pas ! »

« Quelle hérésie à notre époque !! Combien de millions de litres d'eau pour 1 tonne de lithium, le nombre de camions circulant sur des départementales par jour au détriment des habitants du coin, ainsi que la pollution apportée par ceux-ci, nuisance sonore en prime, état des routes... Le saccage d'hectares de terrain qui crouperont plus tard à ciel ouvert, la biodiversité ...bref, sous couvert d'écologie... non-sens absolu ... pour de l'électrique qui pollue en fin de compte autant que le thermique ... quelle tristesse ... »

« Il y aura une usine de filtration de ce qui va arriver par canalisations. Le fonctionnement sera H24, 7j/7. Et aussi du stockage. Et aussi le chargement sur des trains. Donc beaucoup de nuisances sonores. Sans parler de l'impact visuel. [...] »

A ce propos, une demande exprimée par les participantes et participants est celle de tendre vers le « zéro nuisance », en minimisant les impacts négatifs pour les riveraines et les riverains :

« L'enjeu est de permettre une création de valeur du lithium extrait au véhicule électrique permettant de tendre vers le zéro nuisance ! Il faut raisonner collectif et non succès individuel pour une filière européenne souveraine innovante et capable d'absorber le coût d'une exemplarité en termes de respect de l'environnement, notamment en donnant aux ingénieurs et chercheurs l'objectif de tendre vers le zéro rejet, zéro déchet et surtout du zéro nuisance pour les riverains. »

Pour plusieurs internautes, l'absence de nuisance n'est pas réaliste à partir du moment où le site de production a lieu à proximité de zones résidentielles. C'est pourquoi un internaute propose de créer des zones dédiées à l'industrie qui permettraient en plus, d'éviter (ou de limiter) l'existence de friches industrielles :

« Concernant les zones d'activités diverses et variées elles devraient toujours être consacrées aux mêmes besoins d'industries ou de fabrication, cela éviterait les friches industrielles à ne pas savoir qu'en faire... Il serait également de bons esprits de se consacrer davantage au recyclage en tout genre pour éviter les enfouissements trop souvent sauvages ou déguisés en terrain de golf ou en terrain à bâtir... »

2/ Retombées pour le territoire : l'espoir d'une redynamisation

Concernant l'argument de l'emploi, la toile se déchire... D'un côté, la promesse de créations d'emplois suscite questions et espoirs, dans ce territoire rural. Aux côtés de ceux concernant la souveraineté et la transition énergétiques, la création d'emploi constitue l'argument principal souligné par les internautes en faveur du projet.

« Quel nombre d'emplois par site ? Extraction et concentration ? Plateforme ferroviaire ? usine de conversion ? »

« Les emplois ? Combien ? Où ? Conditions de travail ? »

« Vous êtes peut-être retraités en majorité, n'empêchez pas les jeunes d'avoir un emploi bien rémunéré et non délocalisable. Et les communes concernées en profiteront aussi, car les emplois directs génèrent toujours des emplois induits, commerces, écoles etc. »

« Vous préférez comme beaucoup ne pas avoir d'emplois dans cette région pas très développée industriellement »

« Beau projet ! Nous sommes d'accord car ça va créer des emplois... »

« Il vaut mieux qu'elles soient en France, cela fera de l'emploi... »

Un-e internaute va jusqu'à interroger le statut des emplois créés, en pointant notamment les potentiels avantages du statut de mineur :

« Il y a un autre point que j'aimerais voir soulever, c'est celui du statut du mineur. Normalement, il doit toujours être en vigueur et les substances à extraire doivent rentrer dans son champ d'application. De ce fait, le personnel employé dans l'exploitation devra avoir ce statut social qu'on peut qualifier, de nos jours, d'assez intéressant. Entre choisir d'utiliser du lithium provenant de mines africaines exploitées par des enfants réduits en esclavage et du lithium exploité "dignement" en France, le choix devrait être simple. »

D'un autre côté, pour la plupart des commentateur-ices, le nombre d'emplois envisagés est ridicule aux vues des impacts potentiels du projet sur le territoire :

« Dans 25 ans on aura plus d'emplois et plus d'eau ! »

« Tout cela pour de l'emploi dont on ne connaît toujours pas la réalité et l'origine des chiffres annoncés passant de 1000 à 600... Le département parle de tourisme vert dans sa dernière brochure, et tant mieux, qui serait largement bafoué avec la réalisation d'un tel projet ! »

« Saccager la région, prendre de l'eau à outrance pour 40 emplois et les bénéfices de quelques actionnaires NON »

« Sur les différents sites (Echassières, Montluçon, St bonnet) cela représentera moins de 10 emplois à l'hectare ? pire que des zones logistiques ! »

« Quant aux emplois ils seront en grande partie réservés aux spécialistes, car certainement robotisés ? »

« Et pour l'usine de conversion, environ 200 emplois sur 30 hectares soit 7 emplois par hectare sans parler pollution.... Waouh ! »

« On veut des batteries pour les téléphones, les voitures électriques ou pas, on ne veut pas exploiter les enfants chiliens ou chinois mais même si ça craint 1000 emplois »

La plupart du temps, la promesse du nombre d'emplois créés par Imerys est considérée comme infondée et illusoire par de nombreux-ses internautes, parmi lesquels Bernard Gazet :

« Les prévisions des promoteurs du projet en matière d'emploi n'engagent que ceux qui y croient. »

« L'emploi indiqué, c'est du vent, et le quoi qu'il en coûte ne justifie pas à tout détruire. Le lithium n'est pas vertueux, il est voué à tout détruire ! »

« Les français ne veulent pas de voiture électrique. On veut nous faire croire qu'on va créer des emplois mais c'est faux. Juste quelques emplois de petites mains. J'espère que les montluçonnais vont réagir. »

« Les grandes puissances financières vont certainement faire miroiter la création de nombreux emplois. »

« Comment avoir pu croire aux 1000 emplois et aux bienfaits sur des villages de 100 à 400 habitants où on ne peut même pas arroser nos plantes en été depuis 3 ans ? Nos seigneurs locaux, qui depuis 2015 sont au courant de ce projet, qui ont étouffé le rapport Géodéris, sont-ils au courant des suites légales de cette dissimulation ? »

Enfin, certains commentaires appellent à mettre en perspective le nombre d'emplois créés promis par Imerys, avec le nombre d'emplois potentiellement détruits par leur projet :

« L'emploi est un faux argument. Combien d'emploi en moins ne serait-ce qu'au niveau touristique ? Qui veut habiter à côté d'une mine ou d'une usine ? Ce projet fera plus de mal que de bien. »

« Sur le plan des emplois, combien d'emplois créés pour combien d'emplois détruits dans le tourisme, l'agriculture... Qui va venir travailler dans une mine ? Utopie a donné des chiffres basés sur les chiffres de production donnés par Imeris cf CNDP servant... »

Conclusion – Un raisonnement rationnel, qui penche en défaveur du projet

Les internautes expriment globalement un raisonnement rationnel de mesure des coûts du projet au regard des bénéfices qu'il pourrait potentiellement apporter au territoire. En considérant les coûts environnementaux, notamment concernant les ressources en eau, la biodiversité, ainsi que la qualité et le cadre de vie des habitant-es, les participantes et participants au débat sur les réseaux sociaux semblent opiner que « le jeu n'en vaut pas la chandelle ». Autrement dit, les bénéfices limités en termes d'emploi et d'attractivité territoriale ne justifieraient aucunement la destruction de leur environnement et de leur cadre de vie, pour la production de lithium destiné à des batteries de voitures électriques dont, pour la plupart, ils ne veulent pas.

IV/ Un cadre de confiance fragile

A – Une forte défiance à l'égard du débat public

Ce débat public n'a pas échappé, à l'image des précédents, à la méfiance et à la défiance des publics à l'égard de l'Etat et des institutions. En tant que telle, et ce bien qu'indépendante, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) en fait régulièrement les frais.

Régulièrement, la neutralité de la CNDP est questionnée et les internautes l'accusent de promouvoir les intérêts de la maîtrise d'ouvrage, voire la confonde avec cette dernière, par l'utilisation d'adjectifs possessifs à la seconde personne du pluriel (« votre projet », « votre mine »).

« Ce débat public n'en est pas un, c'est un plaidoyer pour la mine et pour Imerys »

« Le reportage promotionnel par excellence »

Les infographies font régulièrement l'objet de nombreux commentaires, dont de critiques considérant les informations non neutres ou tronquées, en faveur de l'acceptabilité du projet (cf. Annexe).

« Pourquoi un tel graphique ? Pour venter la consommation de lithium ? Ça confirme que le débat est tronqué et n'est malheureusement qu'une vitrine pour ce modèle productiviste qui mène la société dans le mur... »

Lorsque le débat public n'est pas considéré comme étant au service de la promotion du projet de la maîtrise d'ouvrage, ses détracteur-ices le considèrent comme « inutile » car, comme nous pouvons très fréquemment lire, « tout est décidé en haut lieu » et « tout est déjà plié ». Beaucoup expriment leurs doutes sur l'efficacité du débat public, les participant-es craignant que leur avis ne soit pas réellement pris en compte dans le choix d'Imerys de poursuivre ou non son projet :

« J'espère que la préfecture de l'Allier ne s'assira pas sur votre compte rendu comme elle s'assoit sur le rapport de Disclose ! »

« Au regard des éléments recueillis, votre compte rendu peut préconiser un arrêt du projet ? Ou seulement des recommandations ?? Qui seront ou non prises en compte ? »

En revanche, fait assez inédit sur ce débat, la direction de la CNDP est directement soupçonnée de conflits d'intérêts potentiels, comme l'illustre ce commentaire copié-collé à de multiples reprises sur Facebook, au lancement du débat public :

« Les moutons seront bien gardés avec M. Papinutti (président de la CNDP) à venir, un peu d'info sur ce monsieur "À l'issue de cette audition, et en raison des craintes exprimées sur l'indépendance de la CNDP, la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable s'est prononcée en défaveur de la nomination de Marc Papinutti aux fonctions de président de la CNDP" à lire sur <https://www.senat.fr/salle-de-presse/communiqués-de-presse/presse/10-05-2023/candidature-de-marc-papinutti-a-la-tete-de-la-cndp-encore-un-avis-defavorable-du-senat.html> »

En revanche, plusieurs fois les internautes jouent le jeu du débat public en formulant des demandes claires et explicites à l'équipe du débat : sollicitant l'accès à certaines études, l'approfondissements de certains aspects du projet ou l'intervention d' « expertes et experts indépendants ».

« On aimerait bien aussi avoir une présentation d'experts au sujet du danger que représentent les mines sur l'eau, la biodiversité, etc etc. Pour bien comprendre un sujet, il est essentiel d'avoir une présentation de tous les aspects. Sinon c'est de la propagande... »

« Pourquoi Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement en charge de France 2030 n'est-il pas invité à s'exprimer dans votre débat. »

Fait notable, l'absence de représentant-es de l'Etat, et notamment de la préfète de l'Allier, aux événements organisés dans le cadre du débat public est régulièrement regrettée :

« Sur la forme il y a trop de zones d'ombre, la préfète toujours absente..., un débat qui ressemble plus à une propagande pour Imerys qui monopolise la parole au détriment des échanges des contres et des pours ! »

D'autres fois, les modalités de participation lors des événements et le choix des intervenant-es sont aussi critiqués :



The image shows a screenshot of three comments from a public debate platform. Each comment includes a profile picture, the user's name, the text of the comment, and interaction buttons like 'J'aime', 'Répondre', 'Envoyer un message', and 'Masquer'. The first comment is from 'PF Latelier' and discusses a meeting where rules changed without notice. The second is from 'Eric Lorton' and criticizes an ego-nomist. The third is from 'Jo Hanna' and compares an economist to an alcoholic behind a bar.

PF Latelier
Réunion où les règles ont changé sans avertir, pas d'échanges avec le public, questions écrites sur un carton jaune, pour synthèse par CNDP et échanges avec différents acteurs.
Pourtant les interrogations sont nombreuses et les troubles persistent sur ce projet dévastateur et inutile. On pouvait rester chez soi.... Et suivre sur youtube. Fort dommage , le sujet vaut mieux . Le public aussi.
3 j J'aime Répondre Envoyer un message Masquer 5

Eric Lorton
Un égo-nomiste, qui se positionne en spécialiste, et qui est là pour pousser... ses arguments vont uniquement dans le sens des intérêts miniers
1 h J'aime Répondre Send message Masquer

Jo Hanna
Un économiste pour parler de l'écologie, c'est comme mettre un alcoolique derrière un comptoir ou un banquier à la tête du pays, une hécatombe en vue
4 j J'aime Répondre Send message Masquer 3

B – Un manque de confiance en Imerys, et l'industrie minière en général

Une proportion significative des commentaires critique la transparence et la gestion du projet par Imerys et expriment le manque de confiance envers les déclarations des entreprises minières en général.

Les internautes rappellent l'historique de scandales (environnementaux, entre autres, mais pas uniquement) d'Imerys. Un internaute copie-colle plusieurs fois un commentaire contenant un lien renvoyant vers une publication de *Stop mine 03*, qui compile des captures de plusieurs articles de presse sur plusieurs condamnations en justice du groupe minier :

« Quelques casseroles d'Imerys cliquez sur le lien
<https://www.facebook.com/share/p/fLZpQNZ5cZJg1SbB/> »

D'autres commentaires partagent des informations préjudiciables sur Imerys :

« Imerys c'est ça :

L'exploitation par Imerys de mines de talc en Afghanistan depuis 2015 semble poser, selon le quotidien Le Monde, plusieurs problèmes : les ouvriers y travailleraient dans des conditions de sécurité déficientes, cette exploitation donnerait lieu au versement de sommes qui financeraient les Talibans et la guerre civile, et enfin cette activité serait menée en contradiction avec les engagements d'éthique et de transparence d'Imerys.

Néanmoins, Imerys a répondu par la publication d'un communiqué de presse : il y est rappelé « qu'aucun des sites d'extraction de talc du groupe n'est implanté en Afghanistan ou au Pakistan ». Imerys peut cependant recourir à des approvisionnements externes, et dans ce cadre, réalise des achats de talc afghan et pakistanais, qui représentent moins de 1 % des approvisionnements de talc du groupe. « Imerys complètera son appréciation par une évaluation réalisée en partenariat avec un organisme indépendant engagé sur le terrain. Cette étude permettra à Imerys de réexaminer les conditions de ses approvisionnements en talc en provenance du Pakistan et d'Afghanistan. »

Imerys est aussi accusé par des universitaires et des communautés indigènes brésiliennes de polluer gravement les cours d'eau amazoniens. Condamné par la justice brésilienne à des compensations, Imerys ne s'en est jamais acquitté jusqu'en 2018.

En avril 2018, Imerys et son client Johnson & Johnson sont condamnés à verser 117 millions de dollars à la suite d'une plainte d'un homme affirmant avoir développé un mésothéliome causé par la présence d'amiante dans un produit à base de talc.

Sources :

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Imerys>

<https://www.lemonde.fr/.../un-talc-tout-en-douceur-dans...>

<https://multinationales.org/.../une-entreprise-minièr...>

NI OUBLI NI PARDON »

« En 2020 l'association Sherpa faisait état d'insuffisance des plans de vigilance d'Imerys ? Qu'avez-vous fait depuis ? Est la raison de la non-évocation du rapport Géodéris qui faisait plus ou moins état de ces insuffisances ? »

« Pourquoi dite vous qu'Imerys est français alors que le principal actionnaire est une société néerlandaise Belgian Securities BV contrôlée par Parjointco NV, elle-même contrôlée par la holding familles Desmarais et Frère qui appartient à un pauvre monsieur Suisse Ernesto Bertarelli, cette dernière holding est bien connue des paradis fiscaux ? »

Comme vu plus haut avec l'exemple de l'emploi, un nombre conséquent d'internautes mettent en doute la sincérité d'Imerys dans la fiabilité des données transmises. Des doutes sont exprimés sur les dimensions « vertueuse », « bien gérée » et « responsable » de la mine, telles qu'affichées par Imerys. Ainsi, plusieurs internautes rappellent que :

« La mine propre ça n'existe pas, et tout d'un coup, une entreprise serait vertueuse. »

D'autres commentaires pointent la mauvaise foi d'Imerys en avançant que l'entreprise se vante de construire une mine respectueuse en France, mais ne fait pas de même dans les autres pays où elle exerce son activité.

En outre, ces commentaires expriment une confiance quasi-nulle envers le porteur de projet et les informations transmises par ce dernier :

« S'il s'agit du site Imerys pour avoir des infos, je n'ai aucune confiance, ils sont toujours dans l'approximation, disent que le granit est QUASI perméable, ne connaissent pas le contenu de leurs résidus pour les enfouir avec du béton qui est bien sûr résistant à vie et très durable !! Et l'eau : le prélèvement, mise en place de bassines de stockage, un exemple de virtuosité. Sans parler de l'exemple Breton... »

« Ça fait 2 ans qu'Imerys répand ses mensonges et approximations sur notre territoire, La plupart des gens ont bien eu le temps de comprendre de quoi il s'agit. Il s'agit d'une multinationale qui veut faire son beurre au détriment de notre environnement. Aucune réflexion sur l'évolution de nos modes de transport, aucun projet de réduction du besoin métallique, aucune mesure, il y a du lithium, il faut TOUT prendre peu importe les conséquences, ce projet est INACCEPTABLE. »

Au-delà d'Imerys, ces commentaires révèlent une rupture de la confiance des publics envers les entreprises minières et l'industrie en général :

« Si c'est comme les estimations d'EDF pour les industries écocides et climaticides éoliennes, c'est à la louche. »

« Imerys un "porteur de projet"... Comme c'est joliment tourné pour une grosse boîte industrielle côté en bourse qui fait la promotion de l'exploitation du gaz de schiste... entre autres joyeuseries... »

« La ressource qui manque le plus, c'est la confiance. Confiance en les structures créées au fil des crises pour mieux aménager notre territoire. »

A partir du mois de mai, plusieurs commentaires évoquent un projet de mine en Bretagne porté par Imerys, en soulignant la mauvaise gestion du groupe minier. Ce commentaire Facebook de Sylvain Faivre est copié-collé une dizaine de fois :

Mine Imerys en Bretagne : Contentieux permanents, atteintes à l'environnement, mensonges sur l'eau, pollution des rivières, non gestion des stériles et non respect de ses engagements devant la justice : découvrez comment se comporte Imerys en Bretagne alors qu'elle veut faire la même chose dans l'Allier. Ecoutez les bretons qui souffrent de cette mine depuis des années : "Ceux qui se font avoir, maintenant, ce sont les habitants de l'Allier, avec le projet de mine de lithium. Notre expérience doit servir d'exemple. » <https://reporterre.net/En-Bretagne-une-mine-d-Imerys-accapare-et-pollue-la-ressource-en-eau>

L'article de *Reporterre* à ce propos est partagé à plusieurs reprises par PF Latelier, ainsi que par Monsieur Faivre et le collectif Saint Bonnet.

Voilà ce qui va se passer sur l'eau : la même chose qu'à Glomel en Bretagne sur la mine Imerys. <https://reporterre.net/En-Bretagne-une-mine-d-Imerys-accapare-et-pollue-la-ressource-en-eau>

Conclusion générale

Globalement, le débat public a galvanisé les internautes, qui se sont très fortement mobilisé·es sur les réseaux sociaux. Le premier mois de débat a enregistré une participation spectaculaire, comptabilisant la moitié des contributions déposées sur la totalité de la période de débat ! Dans son écrasante majorité, cette mobilisation se positionne contre le projet d'ouverture de mine de lithium dans l'Allier : 3 fois plus de contributions semblent se positionner en défaveur du projet (37% ont été analysés par chat GPT comme étant contre le projet, 13% pour, et 50% neutres, informatifs ou difficilement catégorisables).

Les enjeux et impacts locaux du débat ont été très présents, notamment sur Facebook où les collectifs, associations et habitant·es se sont exprimés massivement tout au long du débat. Globalement, cette forte mobilisation exprime des craintes pour l'environnement et la ressource en eau locale, dans lesquelles s'insèrent les préoccupations pour la forêt des Colettes, zone Natura 2000 située à proximité de l'implantation envisagée du projet. La nature des sols et des roches du territoire, déjà polluées, est source de craintes et d'interrogations. Les nuisances directes pour les riverain·es, qu'elles soient sonores, visuelles ou liées au trafic routier ou ferroviaire constituent également un argument en défaveur du projet d'Imerys. Quelques espoirs sont également exprimés concernant une potentielle redynamisation du territoire grâce, entre autres, à la création d'emplois. Ces espoirs sont néanmoins vite balayés par le manque de confiance global envers Imerys et l'industrie en général, minière en particulier.

Pour autant, les arguments à une échelle nationale et supranationale n'ont pas été éclipsés, ni sur Facebook, ni sur LinkedIn. L'inscription du projet en réponse aux objectifs de neutralité carbone fixés à l'échelle nationale et européenne sert tantôt à le légitimer le projet, tantôt à exprimer un désaccord profond avec le modèle de transition énergétique adopté par les exécutifs. Le passage à la mobilité électrique est loin de faire l'unanimité, la pertinence des véhicules électriques étant régulièrement remise en cause, de même que celle des batteries au lithium. Globalement, l'alternative qui semble être choisie par les internautes est celle de la sobriété. Le projet est également replacé dans le contexte international, tant au niveau de l'indépendance énergétique de la France que des conditions d'extraction, servant de nouveau d'argument à la fois aux pro et aux contres.

Une poignée d'internautes très fidèles fait vivre le débat depuis son lancement. Ces internautes, qui « jouent le jeu du débat public », n'invisibilisent pas pour autant la défiance et la méfiance habituelles à l'égard de la

procédure de débat public en elle-même, souvent jugée inutile ou partielle. Les contributions de femmes au débat public sur les réseaux sociaux représentent, quant à elles, une alarmante minorité, qui fait briller l'absence de points de vue et de représentation des intérêts féminins quant au projet d'Imerys.